

# RAPPORT ANNUEL

Exercice au 29 décembre 2017



## MG EXPANSION FRANCE

FCP Actions françaises

### Commercialisateur

MUTAVIE - 9, rue des Iris - 79088 Niort Cedex 9

### Société de Gestion

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 PARIS

### Dépositaire et Conservateur

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

### Gestion comptable :

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

## Sommaire

Rapport de Gestion

Comptes Annuels  
au 29 décembre 2017

Rapport du Commissaire  
aux Comptes

## ORIENTATION DE GESTION

**Le FCP est éligible au PEA et au PEA PME.**

### Objectif de gestion

Le FCP MG EXPANSION FRANCE est exposé sur le marché des petites capitalisations françaises appartenant au compartiment C de l'Eurolist qui rassemble les capitalisations inférieures à 150 millions d'euros.

### Indicateur de référence

La performance du FCP ne peut être comparée à un indice étant donné que les valeurs le composant n'appartiennent pas pour leur très grande majorité à un indice.

### Stratégie de gestion

De par la nature des investissements du FCP MG EXPANSION FRANCE, ce dernier adopte une politique de gestion de stock picking. En effet, son univers d'investissement est un segment qui regroupe des PME/ETI de petites capitalisations françaises plus risquées que des très grandes valeurs. Dans ce cadre, le Fonds s'intéresse principalement aux sociétés bénéficiaires et dont les projets de développement semblent réalistes. Ainsi, les valeurs technologiques déficitaires aux projets très ambitieux et/ou les valeurs à trop faible liquidité, dont les fortes variations de cours de Bourse sont souvent décorrélées de l'évolution de leurs résultats, sont sous-pondérées ou absentes du portefeuille.

Par ailleurs, du fait du très grand nombre de sociétés composant l'univers d'étude des PME/ETI, le FCP MG EXPANSION FRANCE concentre ses investissements sur des capitalisations boursières répondant entre autre à un certain nombre de critères préalables d'éligibilité que sont le flottant, les volumes échangés (liquidité) et le fait d'être suivi par au moins un ou plusieurs courtiers.

Le gérant réalise une analyse fondamentale de chaque société. Les critères retenus peuvent être quantitatifs, aussi bien de type « croissance » comme la croissance des ventes, la croissance des bénéfices, et/ou de type « value » comme un titre qui se traite sur un ratio prix de l'action/bénéfices par action faible en absolu ou avec une décote par rapport à son secteur, ou bien un titre qui présente un fort rendement du dividende. Les critères qualitatifs, comme la qualité perçue du management, et/ou la pertinence de la stratégie suivie par la société sont aussi évalués, cette étape est souvent, mais pas de façon systématique, réalisée à travers une réunion avec les dirigeants de la société.

Les actifs de MG EXPANSION FRANCE sont exposés en permanence à hauteur de 75% au moins en titres de capital de petites capitalisations françaises du compartiment C de l'Eurolist.

Du fait de son éligibilité au Plan d'Epargne en Actions, le Fonds ne peut détenir moins de 75% en actions de sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union Européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

Le Fonds pourra également investir en titres de créance et instruments du marché monétaire dans la limite de 10% de son actif net. La répartition dette privée/publique n'est pas déterminée à l'avance, elle s'effectuera en fonction des opportunités de marché. Les titres de créance et instruments du marché monétaire détenus en portefeuille seront émis en euro ou autres devises européennes. Les émetteurs des titres en portefeuille doivent être notés « Investment Grade » au moment de l'acquisition selon la politique de notation mise en place par la société de gestion.

Les instruments sont des titres obligataires ou monétaires représentant de la dette publique française.

Le Fonds pourra réaliser sa stratégie à travers des OPC de type monétaires ou OPC actions (de petites et moyennes capitalisations). Aussi, le Fonds pourra investir jusqu'à 50% de son actif net en parts ou actions d'OPCVM de droit français ou étranger investissant au maximum 10% de leur actif en parts ou actions d'autres OPCVM, FIA ou de fonds d'investissement.

A l'intérieur de cette limite, le Fonds pourra détenir jusqu'à 30% de son actif net en parts ou actions d'autres FIA français ou étrangers ou fonds d'investissement de droit étranger européens ou non répondant aux quatre conditions suivantes :

1. Ils sont soumis à une surveillance équivalente à celle applicable aux OPCVM coordonnés et la coopération entre l'AMF et l'autorité de surveillance de l'OPC ou du fonds d'investissement étranger est suffisamment garantie.
2. Le niveau de la protection garantie aux porteurs est équivalent à celui prévu pour les porteurs d'OPCVM coordonnés.
3. Leur activité fait l'objet de rapports semestriels et annuels détaillés.
4. Ils ne peuvent investir plus de 10 % de leur actif net en parts ou actions d'autres OPC ou fonds d'investissement.

Le FCP pourra intervenir sur des contrats financiers à terme négociés sur des marchés réglementés français et étrangers ou de gré à gré. Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille ou de l'exposer aux actions, titres et valeurs assimilées, indices, pour tirer parti des variations de marché ou poursuivre l'objectif de gestion.

Le Fonds pourra notamment intervenir sur les contrats à terme et les options (vente, achat, dans, ou en dehors de la monnaie) portant sur l'indice CAC40. Par ailleurs, le gérant pourra prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille contre un éventuel risque de change.

L'exposition du portefeuille n'a pas vocation à être supérieure à 100%; cependant, dans le cas de souscriptions ou de rachats importants ou de variations importantes des marchés, l'OPCVM peut se trouver temporairement exposé au-delà de 100%.

### **Profil des risques**

Au travers du FCP MG EXPANSION FRANCE, le porteur s'expose principalement aux risques suivants :

#### Risque de perte en capital

L'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué".

#### Risque de gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au Fonds repose sur la sélection des valeurs. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les valeurs les plus performantes. La performance du Fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du Fonds peut en outre avoir une performance négative.

#### Risque action

Si les actions ou les indices, auxquels le portefeuille est exposé, baissent, la valeur liquidative du Fonds pourra baisser. De plus, le Fonds sera exposé sur des sociétés de petites et moyennes capitalisations. Sur ces marchés, le volume des titres cotés en Bourse est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative de l'OPCVM peut donc baisser plus rapidement et plus fortement

#### Risque lié à la détention de petites et moyennes valeurs

Du fait de son orientation de gestion, le Fonds peut être exposé aux petites et moyennes capitalisations qui, compte tenu de leurs caractéristiques spécifiques peuvent présenter un risque de liquidité. En raison de l'étroitesse du marché, l'évolution de ces titres est plus marquée à la hausse comme à la baisse et peut engendrer une augmentation de la volatilité de la valeur liquidative.

#### Risque de crédit

Il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance dans lesquels est investi l'OPCVM peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative.

#### Risque de contrepartie

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par le Fonds d'instruments financiers à terme, de gré à gré. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le Fonds à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement qui fera baisser la valeur liquidative.

De façon accessoire, l'investisseur peut également être exposé au risque suivant :

#### Risque de change

Ce risque correspond au risque de variation des devises étrangères affectant la valeur des titres détenus par le Fonds. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la valeur liquidative du Fonds baissera en cas d'évolution défavorable du cours des devises autres que l'euro.

### **METHODE CHOISIE PAR LA SOCIETE DE GESTION POUR MESURER LE RISQUE GLOBAL DE L'OPC**

La méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode de l'engagement.

### **CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE**

Le 05 mai 2017, création de la part N.

### **CHANGEMENT(S) A VENIR**

Néant.

## PROCEDURE DE CHOIX DES INTERMEDIAIRES

Le Groupe OFI a mis en place une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires de marchés qui permet de sélectionner, pour chaque catégorie d'instruments financiers, les meilleurs intermédiaires de marchés et de veiller à la qualité d'exécution des ordres passés pour le compte de nos OPCVM sous gestion.

Les équipes de gestion peuvent transmettre leurs ordres directement aux intermédiaires de marchés sélectionnés ou passer par la table de négociation du groupe OFI, la Société OIS.

Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés sur les instruments financiers suivants : Titres de créance, Titres de capital, Parts ou Actions d'OPC, Contrats Financiers.

L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la Société de Gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée semestriellement par les équipes de gestion du Groupe OFI. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés.
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties »).
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre.
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le Middle Office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe OFI peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisés.

Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

La sélection des OPC s'appuie sur une triple analyse :

- une analyse quantitative des supports sélectionnés ;
- une analyse qualitative complémentaire ;
- une Due Diligence qui a vocation à valider la possibilité d'intervenir sur un fonds donné et de fixer des limites d'investissements sur le fonds considéré et sur la société de gestion correspondante.

Un comité post-investissement se réunit tous les semestres pour passer en revue l'ensemble des autorisations données et les limites consommées.

Pour l'exécution sur certains instruments financiers, la Société de Gestion a recours à des accords de commission partagée (CCP ou CSA), aux termes desquels un nombre limité de prestataires de services d'investissement :

- fournit le service d'exécution d'ordres ;
- collecte des frais d'intermédiation au titre des services d'aide à la décision d'investissement ;
- reverse ces frais à un tiers prestataire de ces services.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

## FRAIS D'INTERMEDIATION

Vous trouverez sur le site Internet du Groupe à l'adresse <http://www.ofi-am.fr/inout/animations/espaceMIF.php> toutes les mesures prises pour appréhender les nouvelles dispositions réglementaires liées à la MIF. Est notamment présent le compte- rendu relatif aux frais d'intermédiation en application de l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF.

## EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La politique menée par la société de gestion en matière d'exercice des droits de vote fait l'objet d'un rapport disponible sur le site Internet de la société à l'adresse : <https://www.ofi-am.fr/vote-et-engagement>

## CRITERES ESG

La société de gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance sur son site Internet <https://www.ofi-am.fr/isr>

## INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DE L'OPCVM

Dans le cadre de la mise en application de la Directive N° 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (dite OPCVM V), la Société a mis en place une politique de rémunération dont les caractéristiques sont les suivantes :

### 1. Eléments qualitatifs

La politique de rémunération de la Société a été établie par le Comité Stratégique du Groupe OFI.

Le Comité Stratégique est composé de représentants des actionnaires et des membres du Directoire de la Société. Il n'intègre pas de représentant du personnel, la Société n'étant pas elle-même soumise à une telle obligation réglementaire ou statutaire.

Il fixe la politique de rémunération et s'assure de sa mise en œuvre.

La politique de rémunération de la Société promeut une gestion saine et efficace du risque, aligne à la fois les intérêts des investisseurs, de la Société et des gérants d'OPCVM, et tend à réduire les conflits d'intérêts potentiels entre les commerciaux et les investisseurs. Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs et aux valeurs de la Société.

La rémunération fixe correspond à la rétribution normale du collaborateur pour la prestation attendue correspondant à sa qualification. La rémunération variable tient compte notamment du résultat de la Société, de ses besoins en fonds propres et de la qualité de la gestion et du service proposé aux investisseurs.

**Personnel concerné par la politique de rémunération** : toutes les personnes qui participent à la prise de risque au niveau des Fonds ou de la Société : dirigeants, gérants, CIO, responsables des fonctions de contrôle, personnels assimilés par leur niveau de rémunération variable, commerciaux.

**Appréciation de la performance et des risques** : celle-ci est réalisée en fonction du personnel concerné.

La performance des gérants et responsables de gestion s'appuie sur des critères quantitatifs (classement de chaque Fonds dans un univers témoin) et qualitatifs (réalisation d'objectifs, observation de la politique de gestion des risques, conformité avec les règlements internes ou externes, suivi des process de gestion, contribution des preneurs de risques aux risques opérationnels).

Concernant les dirigeants, les critères retenus se rapportent à la performance globale de l'entreprise (évolution du bénéfice d'exploitation, réalisation d'objectifs stratégiques, image, notoriété...).

Pour les fonctions de contrôle, les critères retenus ont traités aux risques opérationnels, réglementaires et réputationnels.

Enfin, la performance des commerciaux est appréciée sur des critères classiques dès lors qu'ils ne provoquent pas de conflits d'intérêts avec les porteurs : collecte, évolution du chiffre d'affaire, taux de pénétration, réussites de campagne, nouveaux clients...

**Enveloppe de rémunération variable** : sur la base d'une enveloppe globale, une partie est attribuée aux preneurs de risques et le reste aux autres personnels concernés. La répartition est ensuite faite par les managers en tenant compte des facteurs d'appréciation décrits ci-dessus.

**Modalités de versement et mesures d'ajustement de la rémunération** :

Pour les personnes dont la rémunération variable est inférieure à 100k€ ou bien à 30% du salaire fixe, celle-ci est versée immédiatement et en totalité en cash.

Pour les autres, la part qui ne serait pas versée en numéraire est versée sous forme de provisions, permettant ainsi de réaliser l'alignement des risques entre les différentes parties OPCVM, (GFIA et preneurs de risques) : provisions indexées sur un panier déterminé ou un panier global. Une part (60%) est versée immédiatement, dont 50% en cash et 10% en provisions indexées, les 40% restant étant versés sous forme de provisions, libérées par tranches égales au cours des trois années suivantes, sans période de rétention.

Cette allocation pourra faire l'objet de révision à la baisse en fonction de l'évolution des critères quantitatifs et qualitatifs au cours des années suivantes, selon une notion de malus.

### 2. Eléments quantitatifs

#### Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2016, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par OFI ASSET MANAGEMENT à l'ensemble de son personnel (soit **231 personnes** bénéficiaires au 31 décembre 2016) s'est élevé à **24 157 205 euros**. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice : **19 023 705 euros, soit 78.75%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.

- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice : **5 133 500 euros, soit 21.25%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, **3 683 079 euros** concernaient les « cadres dirigeants » (soit **18 personnes** au 31 décembre 2016), **10 207 369 euros** concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit **78 personnes** au 31 décembre 2016).

## COMMENTAIRES DE GESTION

### Contexte économique et financier exercice 2017

#### Economie

Sur le plan économique, la période a été marquée par une amélioration progressive de la conjoncture mondiale, et ce dans toutes les grandes zones.

Pourtant, le contexte politique a été très dense. Les investisseurs, qui avaient été surpris par le vote en faveur du Brexit, l'ont été une seconde fois avec l'élection inattendue de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Mais, à chaque fois, les marchés ont retenu que cela pouvait favoriser un scénario de reflation par une logique de relance budgétaire.

Ces doutes politiques ont finalement été totalement dissipés au printemps 2017, avec l'élection d'Emmanuel Macron en France.

Au final, les perspectives de croissance ont été révisées à la hausse. Le rythme a accéléré et le FMI s'attend ainsi à une croissance de près de 3,5% en 2017 et 2018. Cet exercice s'est caractérisé également par une grande synchronisation au plan mondial, il n'y a en effet pratiquement plus de pays en récession.

Aux États-Unis, la croissance a dépassé, dans un premier temps, le rythme de 3% avant de refluer en milieu d'année et d'accélérer à nouveau en fin de période, stimulée par le programme de baisse des impôts pour les entreprises et les ménages qui a été décidé en fin d'année. Au final, la croissance US de 2017 devrait dépasser 2% en fin de période.

La zone euro n'a pas été impactée par le Brexit et, au contraire, a surpris par son dynamisme avec des indicateurs avancés au plus haut depuis plusieurs années dans pratiquement tous les pays en fin d'année 2017. La croissance de la zone a ainsi dépassé le rythme de 2%, ce qui est considéré comme son rythme potentiel. Certains pays commencent à toucher les dividendes des réformes prises, comme l'Espagne qui tourne à plus de 3%.

Le Royaume Uni a, tout d'abord bénéficié de la baisse de la livre, avant de donner des signes de ralentissement sérieux en fin de période face à l'incertitude totale sur le scénario de Brexit. La croissance devrait toutefois se stabiliser autour de 1.5%.

Dans le reste du monde, les pays émergents se sont dans l'ensemble rétablis et les flux d'investissement sont largement revenus sur ces marchés. La Chine avait suscité le doute en 2015, avec une forte baisse du Yuan et des inquiétudes sur la bulle immobilière et de crédit. Finalement, sa croissance a été supérieure à la cible de 6,5% donnée par le gouvernement.

Parallèlement le Brésil et la Russie sont progressivement sortis de récession.

#### Taux d'intérêt

Dans ces conditions, les Banques Centrales ont maintenu des politiques accommodantes, mais ont commencé à préparer les marchés à l'imminence d'une stratégie de sortie. C'est la raison pour laquelle, les taux ont monté sur la période, mais dans des proportions limitées.

Le 10 ans allemand est donc passé d'un rendement négatif de -0.11% à 0.45% en fin de période. De même, le TNotes 10 ans US est passé de 1.59% à 2.40%. Ces tensions ont toutefois été limitées car les investisseurs étaient déjà dans l'ensemble positionnés pour une hausse des taux et par ailleurs, des programmes d'achats en zone euro ont asséché le marché.

Les spreads périphériques se sont détendus au vu du contexte plus favorable. Les spreads « corporates » sont restés serrés et stables sur la période. Les obligations High Yield ont également nettement progressé, de 7.5% aux États-Unis et de 6.2% en Europe, portant les rendements à des niveaux de faiblesse inégalés pour cette classe d'actifs (2.2% sur le Gisement européen).

Les obligations émergentes ont été également recherchées avec, au final, des performances de 15.21% en monnaies locales et 10.26% en devises fortes.

Les taux monétaires n'ont pas été modifiés en zone euro si bien que l'Eonia est resté en territoire négatif : sa performance sur l'exercice est de -0.36%. Aux États-Unis, la FED a également été très prudente dans sa stratégie de relèvement des taux directeurs : la cible pour les Fed Funds s'établit à 1,25/1.50% après trois relèvements de 25 points de base.

Les obligations convertibles ont obtenu de belles performances, en liaison avec la performance des actions : 10% pour l'indice Monde (en dollars), +3.5% en Europe et +7% en Eurozone sur les meilleurs indices.

Sur les devises, le dollar a reculé contre la grande majorité des devises, notamment de 12% vis-à-vis de l'euro. Dans l'ensemble, les monnaies émergentes ont également progressé contre le dollar, mais dans des proportions beaucoup plus limitées qu'au cours des mois

précédents : par exemple, le réal brésilien s'est stabilisé contre le dollar après avoir gagné plus de 25% depuis ses points bas de début 2016. Le peso mexicain a suivi le même cheminement avec une progression de 5% sur l'exercice. Notons la stabilité du RMB, la devise chinoise, contre le dollar durant la période. En Europe, la baisse de la livre s'est atténuée et ne perd que 4.5% contre l'euro sur la période.

Les marchés actions ont bénéficié de l'amélioration économique et de la baisse de la prime de risque politique.

En effet, les résultats des entreprises ainsi que les perspectives données par leurs dirigeants ont encouragé les investisseurs. Pour la première fois depuis quelques années, les analystes ont donc révisé à la hausse leurs estimations.

De ce fait, les performances des marchés actions sont très bonnes sur la période : +9% pour l'indice des actions internationales (en euros), +22% à Wall Street (en dollars) où tous les grands indices ont battu des records historiques : +12.5% pour les actions de la zone euro, +13% pour le CAC 40, +21% pour les actions émergentes (en euros).

Le style croissance a continué à surperformer notamment grâce aux valeurs technologiques aux États Unis. A noter également la performance des actions chinoises, cotées localement, qui progressent également de près de 25% en devises locales.

Enfin, concernant les matières premières, l'or affiche sur la période une hausse de près de 13% (en dollars) et le pétrole est resté stable, à près de 60 dollars sur le WTI en début comme en fin de période.

## Gestion

Les marchés européens ont connu un très bon démarrage en 2017 avec une augmentation de 11.0% jusqu'à la mi-mai, le résultat de l'élection présidentielle française a entraîné une diminution du risque politique dans la zone euro, puis une correction de 5.2% jusqu'à la mi-août. Un rebond de +6.7% jusqu'à début novembre a permis aux marchés d'atteindre leur plus haut annuel. Puis, les marchés ont connu une baisse de 4% jusqu'à la mi-novembre et en fin d'année une légère hausse de 2%. Finalement en 2017, les marchés ont progressé de 10.58% (DJ Stoxx 600 NR).

Wall Street a atteint de nouveaux sommets porté par le projet de réforme fiscale américain dont la mesure phare est un abaissement du taux d'impôt sur les sociétés de 35% à 21%. Pourtant, les agissements du président Trump ont inquiété tant au plan international : sortie des accords de Paris, bras de fer avec la Corée du Nord, propos protectionnistes ; qu'au plan national avec les départs forcés, les démissions en cascade au sein de son administration, les soupçons sur les collusions avec la Russie pendant la campagne électorale et des tentatives d'interférences avec la justice. Les banques centrales, américaine (FED) et européenne (BCE), ont agi conformément aux attentes (trois hausses de taux de 25 points de base pour la FED) et ont revu à la hausse les perspectives de croissance de leur économie domestique pour 2018 sans l'ombre de tensions inflationnistes. A noter, une nette hausse (+14%) de l'euro contre le dollar qui est passé de 1.05 à 1.20. Sur l'année, l'actualité a été dominée par des sujets d'inquiétude : l'activation de l'article 50 par le Royaume-Uni ; les ouragans destructeurs ; la crise et les élections catalanes ; les tirs de missile de la Corée du Nord ; les avancées et reculs de la réforme fiscale aux Etats-Unis et les tentatives de formation d'un gouvernement en Allemagne. Ces sujets, ainsi que les publications de résultats parfois contrastées, ont alimenté la volatilité des marchés. Cependant, en fin d'année, la signature des modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne a rassuré la communauté financière. Le prix du pétrole (Brent) a continué sa remontée avec un cours à fin décembre à 66.87 dollars, progressant de 17.7% sur l'année. Cette augmentation cache un premier semestre difficile où le cours du baril a baissé jusqu'à 45 USD (-19.6%) tirillé entre la poursuite de l'accélération de la production de shale oil aux Etats-Unis et le prolongement de l'accord de réduction de production de l'OPEP. La robustesse de la croissance mondiale est un facteur de soutien indéniable des marchés. Toutefois, des voix s'élèvent pour exprimer des inquiétudes quant aux niveaux de valorisation de certains marchés boursiers. Le gouvernement chinois s'inquiète des valorisations boursières domestiques et le gouverneur de la Banque Centrale Chinoise a mis en garde contre un excès d'optimisme.

Sixième année consécutive où le segment des petites valeurs françaises se comporte bien. Le segment a continué de profiter de la réduction de la décote sur le segment value. Les dossiers moins bien valorisés, ont vu leur décote se contracter de 20% fin 2016 à environ 10% fin 2017. Les dossiers de type croissance ont progressé en ligne avec la croissance de leurs résultats et ont connu une augmentation des multiples de valorisation. En 2017, le segment des petites valeurs françaises s'est bien mieux comporté (+23.8%) que les grandes capitalisations boursières (+11.7%).

Sur l'exercice 2017, la valeur liquidative de la part C de MG Expansion France est passée de 146.61 euros au 30 décembre 2016 à 189.57 euros au 29 décembre 2017, soit une appréciation de 29.30%. La valeur liquidative de la part D de MG Expansion France est passée de 130.96 euros au 30 décembre 2016 à 169.32 euros au 29 décembre 2017, soit une appréciation de 29.29%. A noter le 5 mai 2017, la création de la part N avec une valeur liquidative de 152.45 euros. La part N est passée à une valeur liquidative de 171.84 euros au 29 décembre 2017, soit une appréciation de 12.72% sur un peu moins de huit mois.

Comme les deux années passées, les valeurs détenues dans les secteurs de la technologie et des médias expliquent la bonne performance du Fonds.

Dans le secteur média, **Xilam**, ce studio classé dans le top 10 des fournisseurs de séries animées dans le monde a publié un chiffre d'affaires 2016 à +40%, et un résultat opérationnel courant 2016 en hausse de 130%, puis un chiffre d'affaires au premier semestre 2017 toujours en progression de 66%, et un résultat opérationnel en hausse de 123%. Le groupe annonce des ventes importantes de programmes jeunesse en Italie et en Asie. Dans le secteur de la technologie, **ATEME**, acteur de la compression vidéo, a publié des bons chiffres pour 2016, chiffre d'affaires +31%. Sur les neuf premiers mois de 2017, la société a publié une progression de son chiffre d'affaires de 25%. La

troisième meilleure contribution vient de la société **MND**, acteur de solutions pour l'aménagement en montagne et la mobilité urbaine, qui a annoncé une croissance organique de son chiffre d'affaires 2016/17 de 15.1%, la vision stratégique paie avec la signature d'un contrat de 110 millions d'euros sur trois ans avec la station Snowland dans la province de Hebei et un contrat de cinq ans avec la station de Wanlong en Chine. Les trois valeurs qui ont pesé le plus sur la valeur liquidative sont : **Groupe LDLC**, la société a suspendu son dividende, le pôle B2C a été perturbé par la hausse du prix des composants mémoire. La direction a choisi d'intensifier les investissements avec un objectif d'un réseau physique de 100 boutiques d'ici 2021 ainsi que l'ouverture du marché espagnol ce qui pèse sur la marge opérationnelle. Dans le secteur média, **HighCo**, a revu sa prévision annuelle 2017 de croissance de marge brute de plus de 4% en baisse à seulement plus de 1% et a publié un résultat net semestriel en baisse de 8%. **Ekinops**, a pâti de la mobilisation de ses équipes sur l'intégration de OneAccess. Ce rapprochement va donner naissance à un acteur de référence des solutions pour les réseaux télécom, présent à la fois sur les solutions de transport optique, les services Ethernet et de routage d'entreprise.

#### Attribution

Principales contributions à la performance du portefeuille sur l'exercice :

Contributions positives	Contributions négatives
Xilam Animation	Groupe LDLC
ATEME	High Co
MND	Ekinops

De par la nature de ses investissements, MG Expansion France adopte une politique de gestion de sélection de titres. En effet, son univers d'investissement est le compartiment C d'Euronext qui regroupe des petites capitalisations françaises plus risquées que les très grandes valeurs. Dans ce cadre, le Fonds s'intéresse principalement aux sociétés bénéficiaires et dont les projets de développement semblent réalistes. Ainsi, les valeurs technologiques déficitaires aux projets très ambitieux et/ou les valeurs à trop faible liquidité, dont les fortes variations de cours de bourse sont souvent décorréées de l'évolution de leurs résultats, sont sous-pondérées ou absentes du portefeuille. Par ailleurs, du fait du très grand nombre de sociétés composant l'univers d'étude, le Fonds concentre ses investissements sur des capitalisations boursières répondant à un certain nombre de critères préalables d'éligibilité que sont le flottant, les volumes échangés (liquidité) et le fait d'être suivi par au moins un ou plusieurs analystes.

Concernant les mouvements dans le Fonds au premier trimestre, la publication des promotions en compartiment B a nécessité l'allègement de certains titres : Bastide le confort médical, Chargeurs, ECA ESI group, LDLC et OPEN. Deux positions ont été cédées : **Genomic Vision** suite à la forte baisse de ses ventes 2016 (-35%) et **Stentys** suite à la faible croissance de son chiffre d'affaires (+5%) au deuxième semestre 2016 et l'annonce de sa réorganisation. Quatre nouveaux titres ont été sélectionnés : **Mauna Kea**, cette medtech connaît une forte hausse du remboursement de l'utilisation de son appareil le Cellvizio dans l'endoscopie des voies digestives ce qui devrait doper ses ventes ; **Selectirente** : une SIIC spécialisée dans les murs de commerces indépendants qui verse un dividende de 3.9% avec une décote de 19%; **Sofragi**, dernière SICAF française contrôlée par Aviva, avec une décote de 25% et **Sogclair**, qui connaît une croissance du son chiffre d'affaires portée par l'international et l'activité aérospatiale. Au deuxième trimestre, trois nouvelles positions ont été initiées : **Dalet**, société qui vend des licences dans le media asset management et qui bénéficie de l'augmentation de la consommation de vidéos dans le monde ; **Française de l'énergie** qui détient la concession Gazonor et a obtenu un tarif favorable de revente d'électricité produite à base de gaz, et qui a aussi l'ambition de forer quatre sites en Lorraine ; et **MEDIA 6**, la société fabrique des supports de présentation pour des clients comme L'Oréal, Séphora et L'Occitane, elle a publié un bon premier semestre 2017, sa trésorerie de 18 millions d'euros représente la moitié de la valeur en bourse. Concernant les ventes, **Archos** et **Fermentalq** ont été cédées suite à des publications décevantes. La ligne **Ose Immuno** a été allégée suite à la décision du comité d'experts. Au troisième trimestre, deux nouvelles positions ont été initiées : **AST Groupe**, 3<sup>ème</sup> constructeur français de maisons individuelles, le groupe confirme une croissance organique de plus de 20% de son activité pour l'exercice en cours ; et **Riber**, leader mondial des machines d'épitaxie par jets moléculaires de recherche et de production, relève son objectif de chiffre d'affaires 2017 et anticipe une croissance d'au moins 50%. Concernant les ventes, **Europacorp** a été cédée suite à la déception sur les résultats du film Valerian. La ligne **Mauna Kea** a été allégée suite au changement du modèle économique aux Etats-Unis et la pénalisation des ventes (-26%) au premier semestre. Lors du dernier trimestre, quatre nouvelles positions ont été initiées: **Generix**, ce vendeur de logiciel de « supply chain » passe à un modèle SAAS. L'acquisition de Sologlobe ouvre le marché nord-américain. La croissance des ventes supérieure à 10% par an, couplée à une stabilité des coûts marketing, devrait permettre à la marge ebitda de doubler ; **IT Link** propose à ses clients des solutions digitales mais aussi la sûreté des systèmes et la cyber-sécurité des données. Les ventes devraient croître de 7% et le résultat net de 10% par an. La valorisation est basse avec un PER estimé 2017 de 10x ; **Memscap**, cette société est numéro 3 mondial sur les systèmes-électro-mécaniques (mems) qui assurent des fonctions de capteurs de pression. Les débouchés sont en majorité dans le marché de l'aéronautique qui connaît une croissance de 9% par an. La société veut augmenter ses parts de marchés dans la cabine et vendre des modules plus chers; et **Tipiak**, est le leader des plats céréaliers et légumes secs (couscous, blé, quinoa). En 13 ans, la marque Tipiak a enregistré une croissance annuelle moyenne de ses ventes de +13%. Durant l'exercice, des titres ont été renforcés suite à des bons résultats: **EOS**, **Inside Secure**, **MND** et **McPhy**. Les dossiers **Electro Power Systems**, **Gensight**, et **SQLI** ont été renforcés par conviction. Le Fonds a renforcé les positions dans des petites lignes : **Advini**, **Altur** et **Tivoly**. Par ailleurs, les lignes, **ATEME**, **Bigben Interactive** et **Xilam** ont été allégées pour prendre des bénéfices. Le Fonds a participé aux augmentations de capital de : **Egide**, via l'achat de DPS. L'acquisition de Santier devrait permettre une taille critique en 2020 et avoir des effets positifs sur le résultat ; **SuperSonic Image** ; et d'**Ekinops** dans le cadre du rapprochement avec OneAccess.

Le Fonds a participé à trois introductions en bourse de biotechs : **Advicenne**, un laboratoire qui a terminé sa phase 3 pour le traitement d'une maladie orpheline du rein et s'intéresse aussi à la cystinurie, une maladie génétique orpheline ; **Inventiva**, dans le domaine de la fibrose du foie (NASH) et de certaines mucopolysaccharidoses; et **Lysogène**, dans le domaine des maladies de Sanfilippo et de Landing. Le Fonds a demandé le réinvestissement en titres des dividendes pour Advini, Chargeurs et Riber.

Le Fonds est intervenu sur les contrats à terme portant sur l'indice CAC 40 afin de pouvoir rapidement modifier son taux d'exposition au marché action pour tenir compte des évolutions de la conjoncture boursière et des ordres de souscriptions/rachats. Suite aux ventes, la position en futures CAC 40 est passée de 1.5% du Fonds fin décembre 2016 à 6.9% fin janvier 2017, puis à 0% à fin mars suite aux achats de titres vifs, pour remonter à un pic le 9 mai représentant 5.2% du Fonds pour faire face à des souscriptions pour redescendre à 0.4% du Fonds fin septembre. L'exposition en futures est montée jusqu'à 1.9% du Fonds le 23 novembre, puis la position a été soldée en totalité le 5 décembre.

MG Expansion France exerce les droits de vote attachés aux titres qu'il détient afin de notamment sensibiliser, lors des assemblées générales, les directions des sociétés cotées aux problématiques extra-financières.

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ESMA

### 1) Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts)

Au 29/12/2017, nous ne détenons aucune position de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts).

### 2) Les contrats financiers (dérivés)

<u>Change</u> :	Pas de position au 29/12/2017
<u>Taux</u> :	Pas de position au 29/12/2017
<u>Crédit</u> :	Pas de position au 29/12/2017
<u>Actions – CFD</u> :	Pas de position au 29/12/2017
<u>Commodities</u> :	Pas de position au 29/12/2017

## INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION

Sur l'exercice clos au 29 décembre 2017, le FCP n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

## Bilan au 29 décembre 2017 (en euros)

### BILAN ACTIF

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Immobilisations nettes</b>	-	-
<b>Dépôts</b>	-	-
<b>Instruments financiers</b>	<b>14 247 919,80</b>	<b>9 613 209,56</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>13 914 755,05</b>	<b>9 295 807,53</b>
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	13 914 755,05	9 295 807,53
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Titres de créances</b>	-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Autres titres de créances	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
<b>Organismes de placement collectif</b>	<b>333 164,75</b>	<b>314 567,03</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	333 164,75	314 567,03
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
<b>Opérations temporaires sur titres financiers</b>	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
<b>Contrats financiers</b>	-	<b>2 835,00</b>
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	2 835,00
Autres opérations	-	-
<b>Autres instruments financiers</b>	-	-
<b>Créances</b>	<b>243,75</b>	<b>10 890,00</b>
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	243,75	10 890,00
<b>Comptes financiers</b>	<b>32 099,72</b>	<b>20 224,17</b>
Liquidités	32 099,72	20 224,17
<b>Total de l'actif</b>	<b>14 280 263,27</b>	<b>9 644 323,73</b>

## Bilan au 29 décembre 2017 (en euros)

### BILAN PASSIF

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital</b>	12 820 252,01	9 114 441,32
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	540 416,55	-
Report à nouveau (a)	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	990 994,20	537 625,97
<b>Résultat de l'exercice (a, b)</b>	-94 009,90	-23 910,22
<b>Total des capitaux propres</b>	14 257 652,86	9 628 157,07
(= Montant représentatif de l'actif net)		
<b>Instruments financiers</b>	-	2 835,00
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	-	-
<b>Opérations temporaires sur titres financiers</b>	-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
<b>Contrats financiers</b>	-	2 835,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	2 835,00
Autres opérations	-	-
<b>Dettes</b>	22 610,41	13 331,66
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	22 610,41	13 331,66
<b>Comptes financiers</b>	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
<b>Total du passif</b>	14 280 263,27	9 644 323,73

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## Hors bilan (en euros)

	29/12/2017	30/12/2016
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	145 890,00
ACTIONS	-	145 890,00
ACHAT - FUTURE - CAC 40	-	145 890,00
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-

## Compte de résultat (en euros)

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	-	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	119 600,41	126 499,78
Produits sur obligations et valeurs assimilées	-	-
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Produits sur contrats financiers	-	-
Autres produits financiers	-	-
<b>Total (I)</b>	<b>119 600,41</b>	<b>126 499,78</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Charges sur contrats financiers	-	-
Charges sur dettes financières	152,30	571,14
Autres charges financières	-	-
<b>Total (II)</b>	<b>152,30</b>	<b>571,14</b>
<b>Résultat sur opérations financières (I - II)</b>	<b>119 448,11</b>	<b>125 928,64</b>
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	211 813,97	149 778,78
<b>Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)</b>	<b>-92 365,86</b>	<b>-23 850,14</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-1 644,04	-60,08
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
<b>Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)</b>	<b>-94 009,90</b>	<b>-23 910,22</b>

# ANNEXE

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée chaque jour de bourse ouvré non férié de la semaine et est datée de ce même jour. Le calcul de la valeur liquidative du FCP s'effectue sur la base des cours de clôture de la séance de bourse du jour J et est datée de ce même jour. Les ordres de souscriptions et de rachats sont centralisés à valeur liquidative inconnue.

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de valeur liquidative.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

## Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

### Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières admises à la cotation d'une bourse de valeurs sont évaluées au cours de clôture.

### Opérations à terme fermes et conditionnelles

Les positions sur les marchés à terme fermes et conditionnels sont évaluées au cours correspondant à l'heure de cotation prise en compte pour la valorisation des actifs sous-jacents.

### OPC

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

### Titres de créances négociables

Les titres de créances négociables (T.C.N.) dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois mois, sont évalués aux taux du marché relevés par les gestionnaires à l'heure de publication des taux du marché interbancaire par l'A.F.B. Le taux retenu, en l'absence de transactions significatives, est l'Euribor pour les titres à moins d'un an, le taux des BTAN (publiés par les principaux S.V.T) pour les titres à plus d'un an, majorés le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.

Les T.C.N. dont la durée de vie à l'émission, à l'acquisition ou résiduelle est inférieure à trois mois sont évalués jusqu'à l'échéance au taux d'émission ou d'acquisition ou au dernier taux retenu pour leur évaluation au taux du marché.

La méthode de valorisation retenue qui est conservée pendant toute la durée de détention du titre est :

- pour les instruments à coupons pluriannuels et dont le coupon annuel est déterminé selon un calcul actuariel (type obligataire) : évaluation selon la méthode actuarielle ;
- pour les instruments d'une durée inférieure à un an émis sous forme d'intérêts précomptés ou in fine : évaluation selon la méthode d'escompte de la valeur globale de remboursement sur la durée restant à courir.

### Acquisitions et cessions temporaires de titres

Non applicable

### Opérations à règlement-livraison différé

Les titres achetés sur le marché à règlement différé sont valorisés à leur valeur de marché. Ils sont inscrits en portefeuille à leur date de négociation.

Les titres vendus sur le marché à règlement différé sont sortis du portefeuille dès le jour de négociation.

### Description des engagements hors-bilan

Les titres cédés à réméré font l'objet d'une inscription au hors-bilan à leur valeur contractuelle.

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats multipliée par le nominal et éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent de l'option (quantité x quotité x cours du sous-jacent éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds).

### Instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles. Cette procédure reste exceptionnelle.

### Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Le résultat est calculé à partir des coupons encaissés. Les coupons courus au jour des évaluations constituent un élément de la différence d'évaluation.

### Option retenue en matière de comptabilisation des frais

Le FCP a opté pour la comptabilisation frais exclus.

### Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net ne peut être supérieur à 1,80% TTC ; tout OPC inclus pour les parts C et D et ne peut être supérieur à 0.20% TTC ; tout OPC inclus pour les parts N.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;
- dans certains cas, une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

### Les frais indirects

Le fonds investira dans des OPC ou fonds d'investissement dont la moyenne des frais ne dépassera pas 0.06% TTC.

Les rétrocessions éventuellement perçues des OPC sur lesquels l'OPC investit lui seront reversées.

### Description de la méthode de calcul des rétrocessions

Les rétrocessions à recevoir sont provisionnées dans les comptes de l'OPC à chaque valorisation.

La provision est calculée pour chaque OPC sous-jacent, sur la base de son encours valorisé et de son taux de rétrocession inscrit dans la convention de placement, signée entre la société de gestion du fonds et la société de gestion de l'OPC sous-jacent.

Les rétrocessions sont reversées trimestriellement à l'OPC après règlement des rétrocessions facturées aux sociétés de gestion des OPC sous-jacents.

### Affectation des sommes distribuables

Parts C :

#### Sommes distribuables afférentes au résultat net :

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;

#### Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

**Parts D :**

**Sommes distribuables afférentes au résultat net :**

La distribution pure : les sommes sont intégralement distribuées, aux arrondis près ; la société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels;

**Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :**

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

**Parts N :**

**Sommes distribuables afférentes au résultat net :**

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des résultats. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

**Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées :**

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

## Evolution de l'actif net de l'OPC (en euros)

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Actif net en début d'exercice</b>	<b>9 628 157,07</b>	<b>8 086 030,49</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	2 671 367,72	283 207,83
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-1 015 230,63	-351 799,66
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	1 475 625,91	980 624,39
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-464 570,10	-519 901,41
Plus-values réalisées sur contrats financiers	16 510,00	166 420,00
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-28 781,00	-72 105,00
Frais de transaction	-23 329,34	-13 738,39
Différences de change	-	-
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	2 093 104,09	1 092 113,96
Différence d'estimation exercice N	4 194 611,84	
Différence d'estimation exercice N - 1	2 101 507,75	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	-2 835,00	1 155,00
Différence d'estimation exercice N	-	
Différence d'estimation exercice N - 1	2 835,00	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	-
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-92 365,86	-23 850,14
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
<b>Actif net en fin d'exercice</b>	<b>14 257 652,86</b>	<b>9 628 157,07</b>

## Répartition par nature juridique ou économique

Désignation des valeurs	Montant	%
<b>Actif</b>		
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	-	-
Obligations Indexées	-	-
Obligations Convertibles	-	-
Titres Participatifs	-	-
Autres Obligations	-	-
<b>Titres de créances</b>	-	-
Les titres négociables à court terme	-	-
Les titres négociables à moyen terme	-	-
<b>Passif</b>		
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Autres	-	-
<b>Hors-bilan</b>		
Taux	-	-
Actions	-	-
Crédit	-	-
Autres	-	-

## Répartition par nature de taux

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>Actif</b>								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	32 099,72	0,23
<b>Passif</b>								
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par nature de taux (suite)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>Hors-bilan</b>								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par maturité résiduelle

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>Actif</b>										
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	32 099,72	0,23	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Passif</b>										
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>										
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par devise

		%		%		%		%
<b>Actif</b>								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

## Répartition par devise (suite)

		%		%		%		%
<b>Passif</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Hors-bilan</b>								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

## Débiteurs et créditeurs divers

	29/12/2017
<b>Créances</b>	
Souscriptions à recevoir	243,75
<b>Total créances</b>	<b>243,75</b>
<b>Dettes</b>	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-22 183,80
Provision commission de mouvement	-426,61
<b>Total dettes</b>	<b>-22 610,41</b>
<b>Total</b>	<b>-22 366,66</b>

## Souscriptions rachats

<b>Catégorie de parts C</b>	
Parts émises	8 921,4722
Parts rachetées	5 356,9875
<b>Catégorie de parts D</b>	
Parts émises	529,5100
Parts rachetées	86,5100
<b>Catégorie de parts N</b>	
Parts émises	6 668,6262 <sup>(1)</sup>
Parts rachetées	510,4239

(1) La catégorie de parts N a été créée le 05/05/2017.

## Commissions

<b>Catégorie de parts C</b>	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
<b>Catégorie de parts D</b>	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
<b>Catégorie de parts N</b>	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00

## Frais de gestion

<b>Catégorie de parts C</b>	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,80
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
<b>Catégorie de parts D</b>	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,80
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
<b>Catégorie de parts N</b>	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,05 <sup>(2)</sup>
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

(2) La catégorie de parts N ayant été créée le 05/05/2017, le taux présenté a été annualisé.

## Engagements reçus et donnés

<b>Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital</b>
Néant
<b>Autres engagements reçus et / ou donnés</b>
Néant

## Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
<b>Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire</b>				
Néant				
<b>Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie</b>				

## Autres informations (suite)

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
<b>Instrument financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan</b>				
	Néant			
<b>Instrument financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine</b>				
	Néant			
<b>Instrument financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités</b>				
FR0000008997	OFI RS LIQUIDITES	26,8151	4 374,91	117 313,65

## Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
<b>Total acomptes</b>		-	-	-	-

## Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire
<b>Total acomptes</b>		-	-

## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros)

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Catégorie de parts C</b>		
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-101 313,24	-23 872,88
<b>Total</b>	<b>-101 313,24</b>	<b>-23 872,88</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-101 313,24	-23 872,88
<b>Total</b>	<b>-101 313,24</b>	<b>-23 872,88</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
<b>Catégorie de parts D</b>		

## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros) (suite)

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	-	-
Résultat	-730,04	-37,34
<b>Total</b>	<b>-730,04</b>	<b>-37,34</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	-730,04	-37,34
<b>Total</b>	<b>-730,04</b>	<b>-37,34</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	557,8349	114,8349
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
<b>Catégorie de parts N</b>		
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	-	-
Résultat	8 033,38 <sup>(3)</sup>	-
<b>Total</b>	<b>8 033,38</b>	<b>-</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	8 033,38	-
<b>Total</b>	<b>8 033,38</b>	<b>-</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

(3) La catégorie de parts N a été créée le 05/05/2017.

## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros)

	29/12/2017	30/12/2016
<b>Catégorie de parts C</b>		
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	536 786,23	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	940 158,66	536 786,23
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
<b>Total</b>	<b>1 476 944,89</b>	<b>536 786,23</b>
<b>Affectation</b>		

## Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros) (suite)

	29/12/2017	30/12/2016
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	1 476 944,89	536 786,23
Capitalisation	-	-
<b>Total</b>	<b>1 476 944,89</b>	<b>536 786,23</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	69 129,6532	65 565,1685
Distribution unitaire	-	-
<b>Catégorie de parts D</b>		
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	3 630,32	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	6 929,32	839,74
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
<b>Total</b>	<b>10 559,64</b>	<b>839,74</b>
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	10 559,64	839,74
Capitalisation	-	-
<b>Total</b>	<b>10 559,64</b>	<b>839,74</b>
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	557,8349	114,8349
Distribution unitaire	-	-
<b>Catégorie de parts N</b>		
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	43 906,22 <sup>(4)</sup>	-
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
<b>Total</b>	<b>43 906,22</b>	-
<b>Affectation</b>		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	43 906,22	-
Capitalisation	-	-
<b>Total</b>	<b>43 906,22</b>	-
<b>Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution</b>		
Nombre d'actions ou parts	6 158,2023	-
Distribution unitaire	-	-

(4) La catégorie de parts N a été créée le 05/05/2017.

## Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros)

	29/12/2017	30/12/2016	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
<b>Actif net</b>					
en EUR	14 257 652,86	9 628 157,07	8 086 030,49	7 634 417,98	6 571 570,79
<b>Nombre de titres</b>					
Catégorie de parts C	69 129,6532	65 565,1685	66 035,7878	71 258,5283	68 418,7720
Catégorie de parts D	557,8349	114,8349	114,8349	238,8349	31,8349
Catégorie de parts N	6 158,2023	-	-	-	-
<b>Valeur liquidative unitaire</b>					
Catégorie de parts C en EUR	189,57	146,61	122,25	106,81	96,00
Catégorie de parts D en EUR	169,32	130,96	109,20	95,41	94,42
Catégorie de parts N en EUR	171,84 <sup>(6)</sup>	-	-	-	-
<b>Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)</b>					
Catégorie de parts C en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts D en EUR	-	-	-	-	10,26
Catégorie de parts N en EUR	-	-	-	-	-
<b>Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)</b>					
Catégorie de parts C en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts D en EUR	-	-	-	-	0,05
Catégorie de parts N en EUR	-	-	-	-	-
<b>Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)</b>					
Catégorie de parts C en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts N en EUR	-	-	-	-	-
<b>Capitalisation unitaire</b>					
Catégorie de parts C en EUR	-1,46	-0,36	4,46	19,94	10,47 <sup>(5)</sup>
Catégorie de parts D en EUR	-1,30	-0,32	3,99	19,12	-
Catégorie de parts N en EUR	1,30	-	-	-	-

(5) La capitalisation unitaire à partir de 31/12/2013 est celle du résultat et des plus ou moins-values nettes.

Pour les exercices précédents, la capitalisation unitaire est uniquement celle du résultat.

(6) La catégorie de parts N a été créée le 05/05/2017 avec une valeur nominale de EUR 152,45.

## Inventaire du portefeuille au 29 décembre 2017

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
<b>Dépôts</b>			-	-
<b>Instruments financiers</b>				
<b>Actions et valeurs assimilées</b>			<b>13 914 755,05</b>	<b>97,59</b>
Négoциées sur un marché réglementé ou assimilé			13 914 755,05	97,59
A.S.T GROUPE	EUR	30 000,00	237 900,00	1,67
ABEO SA	EUR	7 000,00	295 400,00	2,07
ACTIELEC TECHNOLOGIES	EUR	27 000,00	188 460,00	1,32
ADVICENNE SA	EUR	10 000,00	139 500,00	0,98
ADVINI	EUR	7 192,00	248 052,08	1,74
ALTUR INVESTISSEM SCA ACT	EUR	23 000,00	137 080,00	0,96
ASIT BIOTECH SA	EUR	10 000,00	36 300,00	0,25
ATEME	EUR	24 000,00	387 840,00	2,72
AUREA	EUR	30 047,00	258 704,67	1,81
AURES TECHNOLOGIES	EUR	12 000,00	406 800,00	2,85
BASTIDE LE CONFORT MEDICAL	EUR	5 700,00	320 511,00	2,25
BIGBEN INTERACTIVE	EUR	21 000,00	289 590,00	2,03
BOIS ET SCIERIE DE LA MANCHE REITS	EUR	19 358,00	143 442,78	1,01
CAFOM	EUR	16 000,00	110 240,00	0,77
CAPELLI	EUR	5 000,00	260 150,00	1,82
CHARGEURS	EUR	9 375,00	237 281,25	1,66
CHARGEURS SA	EUR	105,00	2 626,05	0,02
COHERIS	EUR	36 000,00	95 400,00	0,67
DALET REGROUPEE	EUR	8 200,00	90 200,00	0,63
ECA SA	EUR	8 000,00	155 920,00	1,09
EGIDE	EUR	51 000,00	111 180,00	0,78
EKINOPS	EUR	42 000,00	196 560,00	1,38
ELECTRO POWER SYSTEMS SA	EUR	30 000,00	348 000,00	2,44
EOS IMAGING-PROMESSES	EUR	38 000,00	181 640,00	1,27
ESI GROUP	EUR	3 800,00	176 700,00	1,24
GENERIX	EUR	100 000,00	273 000,00	1,91
GENSIGHT BIOLOGICS SA	EUR	35 000,00	216 300,00	1,52
GPE GROUPE PIZZORNO	EUR	6 164,00	163 654,20	1,15
GROUPE LDLC SA	EUR	6 000,00	119 940,00	0,84
GROUPE OPEN	EUR	7 000,00	221 760,00	1,56
HIGH CO	EUR	96 168,00	471 223,20	3,31
HIPAY GROUP SA	EUR	18 000,00	252 900,00	1,77
IGE+XAO	EUR	2 598,00	343 819,32	2,41
INSIDE SECURE PROMESSE	EUR	51 000,00	149 940,00	1,05
INVENTIVA SA	EUR	26 000,00	128 700,00	0,90
IT LINK	EUR	14 000,00	201 320,00	1,41
JACQUES BOGART SA	EUR	12 900,00	127 323,00	0,89
LA FRANCAISE DE L'ENERGIE SA	EUR	12 000,00	216 000,00	1,51
LINEDATA SERVICES	EUR	6 600,00	259 446,00	1,82

## Inventaire du portefeuille au 29 décembre 2017 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
LYSOGENE SA	EUR	15 000,00	57 000,00	0,40
MAUNA KEA TECHNOLOGIES	EUR	50 000,00	237 000,00	1,66
MCPHY ENERGY	EUR	42 000,00	207 900,00	1,46
MEDIA 6	EUR	7 500,00	97 050,00	0,68
MEMSCAP (REGROUPE)	EUR	31 000,00	66 340,00	0,47
MONTAGNE ET NEIGE DEVELOPPEMENT	EUR	70 000,00	455 000,00	3,19
MRM	EUR	114 000,00	205 200,00	1,44
NATUREX	EUR	2 093,00	185 377,01	1,30
NEURONES	EUR	14 760,00	425 088,00	2,98
OL GROUPE	EUR	75 000,00	213 750,00	1,50
ORAPI	EUR	4 000,00	44 440,00	0,31
OSE IMMUNOTHERAPEUTICS SHS	EUR	15 000,00	57 750,00	0,41
QUANTEL	EUR	62 181,00	438 376,05	3,07
RIBER	EUR	144 000,00	537 120,00	3,77
SELECTIRENTE REITS	EUR	1 700,00	120 870,00	0,85
SERGE FERRARI GROUP	EUR	24 000,00	248 400,00	1,74
SOFRAGI	EUR	130,00	203 450,00	1,43
SOGECLAIR	EUR	6 200,00	296 050,00	2,08
SQLI SA	EUR	5 800,00	205 146,00	1,44
SUPERSONIC IMAGINE	EUR	24 670,00	46 379,60	0,33
TIPIAK	EUR	2 000,00	184 600,00	1,29
TIVOLY SA	EUR	3 600,00	140 400,00	0,98
XILAM ANIMATION	EUR	20 000,00	777 000,00	5,45
YMAGIS	EUR	31 311,00	264 264,84	1,85
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>			-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
<b>Titres de créances</b>			-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances négociables			-	-
Autres titres de créances			-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
<b>Organismes de placement collectif</b>			<b>333 164,75</b>	<b>2,34</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			333 164,75	2,34
LYXOR UCITS ETF CAC MID 60 D	EUR	1 070,00	215 851,10	1,51
OFI RS LIQUIDITES	EUR	26,8151	117 313,65	0,82
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne			-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés			-	-

## Inventaire du portefeuille au 29 décembre 2017 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés			-	-
Autres organismes non européens			-	-
<b>Opérations temporaires sur titres financiers</b>			-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension			-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés			-	-
Titres financiers empruntés			-	-
Titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés			-	-
Autres opérations temporaires			-	-
<b>Opérations de cession sur instruments financiers</b>			-	-
<b>Contrats financiers</b>			-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Autres opérations			-	-
<b>Autres instruments financiers</b>			-	-
<b>Créances</b>			243,75	0,00
<b>Dettes</b>			-22 610,41	-0,16
<b>Comptes financiers</b>			32 099,72	0,23
<b>ACTIF NET</b>			<b>14 257 652,86</b>	<b>100,00</b>

# Rapport du Commissaire aux Comptes

## Sur les comptes annuels

### MG EXPANSION FRANCE

#### Exercice clos le 29 décembre 2017

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration de la société de gestion du Fonds, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 29 décembre 2017 sur :

- le contrôle des comptes annuels du Fonds Commun de Placement **MG EXPANSION FRANCE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la société de gestion du fonds. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **1** **Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM à la fin de cet exercice.

## 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Règles et principes comptables

Le premier paragraphe de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes sociaux pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de l'opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

## 3 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel et dans les documents adressés aux porteurs de parts sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 10 avril 2018

Le Commissaire aux Comptes

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**



Hervé Grondin